

La vérité sur Bucha est peut-être trop gênante pour être découverte



[Source : arretsurinfo.ch]



Scott Ritter est un ancien officier de renseignement du Corps des Marines des États-Unis et l'auteur de « SCORPION KING : America's Suicidal Embrace of Nuclear Weapons from FDR to Trump ». Il a servi en Union soviétique en tant qu'inspecteur chargé de la mise en œuvre du traité FNI, dans l'état-major du général Schwarzkopf pendant la guerre du Golfe, et de 1991 à 1998 en tant qu'inspecteur des armements de l'ONU.

Par Scott Ritter – 4 avril 2022 – RT.com

Il devrait être facile de découvrir ce qui est réellement arrivé aux civils massacrés dans la ville ukrainienne.

« À la guerre, la vérité est la première victime ». Cette citation a été attribuée à Eschyle, un tragédien grec du VI^e siècle avant notre ère, remarqué pour son « utilisation abondante de symboles, d'allusions mythiques, d'un grand style, de jeux de mots et d'énigmes ». Il est donc tout à fait approprié que l'homme qui a été le premier à donner naissance au concept de propagande de guerre moderne voie sa citation prendre vie dans l'Ukraine d'aujourd'hui. Le gouvernement de Kiev et ses conseillers occidentaux en matière de guerre de l'information ont peut-être utilisé tous

les procédés dramatiques d'Eschyle pour créer une tragédie moderne dans la ville ukrainienne de Bucha, qui illustre la notion de mensonge comme étant non seulement un sous-produit, mais aussi une arme de guerre.

La principale source des rapports sur la tragédie de Bucha est une vidéo, prise par la police nationale ukrainienne, d'un de ses convois traversant une rue de la ville. Une douzaine de cadavres jonchent la chaussée, beaucoup d'entre eux semblant avoir été ligotés. Cette vidéo est devenue virale, produisant une pandémie d'angoisse et de colère qui a balayé une grande partie du monde, attirant l'attention des chefs d'État et du chef de l'Église catholique, et entraînant un raz-de-marée de condamnation et d'indignation à l'encontre de la Russie et de son président, Vladimir Poutine. La relation de cause à effet entre la vidéo et la réaction mondiale est claire : la première ne pourrait exister sans la seconde.

L'une des premières leçons d'objectivité consiste à prendre son temps pour s'assurer que les faits ne sont pas obscurcis par l'émotion. La vidéo de Bucha est dérangeante. La vidéo a été diffusée sous sa forme actuelle, semble-t-il, dans l'intention expresse de produire un moment de stupeur et de sidération pour le spectateur. Si c'est effectivement le cas, alors ceux qui l'ont diffusée – la police nationale ukrainienne – ont réussi au-delà de leur imagination la plus folle. Ou celle de leurs conseillers, selon le cas.

Le lien entre les morts et l'armée russe a été établi immédiatement, sans aucune donnée factuelle pour l'étayer, puis repris dans toutes les catégories de médias – grand public et sociaux. Quiconque a osé remettre en question le récit convenu selon lequel « c'est la Russie qui l'a fait » a été rabroué et traité de « comploteur russe », voire pire.

Que ces conclusions soient le sous-produit d'une hystérie de masse n'a rien à voir – pourquoi chercher à être objectif lorsque le récit correspond à tous les stéréotypes qui avaient été soigneusement assemblés au préalable par les mêmes personnes qui répètent l'histoire de Bucha aujourd'hui. Le « pré-conditionnement » social d'un public qui n'est pas habitué à la pensée critique est une étape essentielle pour amener ce public à accepter comme valeur nominale tout ce qu'on lui présente, même si les faits de l'histoire mettent la crédulité à rude épreuve. Et soyons clairs : le récit ukrainien des événements de Bucha apparaît très peu crédible.

La chronologie du récit est le premier signal d'alarme indiquant que l'histoire colportée par l'Ukraine et reprise par l'Occident n'est pas ce qu'elle semble être. Il est établi que les troupes russes ont évacué Bucha le 30 mars. La police nationale ukrainienne a commencé à entrer dans Bucha le 31 mars et, le même jour, le maire de Bucha a annoncé que la ville était entièrement sous le contrôle des autorités ukrainiennes. À aucun moment, le maire ou tout autre responsable ukrainien n'a suggéré que des massacres avaient été commis par la Russie. La vidéo en question a été diffusée par les autorités ukrainiennes le 2 avril ; il n'est pas certain qu'elle ait été prise plus tôt, ou ce jour-là. Ce qui est certain, c'est que les images montrées dans la vidéo diffèrent fortement du récit initialement présenté par

le maire.

Pour sa part, la Russie a démenti avec véhémence ces allégations et a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies pour discuter de ce que le ministère russe des affaires étrangères a qualifié de « provocations criminelles par des soldats et des radicaux ukrainiens » à Bucha. La présidence du Conseil de sécurité est assurée par la Grande-Bretagne, et la mission britannique auprès de l'ONU a rejeté la demande russe, déclarant qu'une discussion sur l'Ukraine, prévue pour le mardi 4 avril, servirait de tribune pour toute discussion sur Bucha.

On pourrait penser que le Conseil de sécurité, qui s'est montré prêt par le passé à se réunir dans des délais très courts pour discuter des événements en Ukraine, chercherait à accéder à la demande de la Russie sur une question d'une telle importance. L'objectif des Britanniques, cependant, ne semble pas être la recherche rapide de la vérité et de la justice, mais plutôt de gagner du temps pour permettre aux retombées politiques du massacre présumé de Bucha de se développer davantage.

Un exemple de cette tactique se manifeste dans la réaction du président américain Joe Biden. « Vous avez vu ce qui s'est passé à Bucha », a-t-il expliqué dans des commentaires aux journalistes, ajoutant que le président russe Vladimir Poutine « est un criminel de guerre ». Joe Biden a profité de la crise de Bucha pour plaider en faveur de la livraison de davantage d'armements à l'Ukraine. « Nous devons continuer à fournir à l'Ukraine les armes dont elle a besoin pour poursuivre le combat », a-t-il déclaré. « Et nous devons rassembler tous les détails pour que cela puisse être un véritable – avoir un procès pour crimes de guerre ».

Tout cela de la part du président d'un pays qui a refusé de reconnaître la Cour pénale internationale. Pour des raisons qui devraient être évidentes pour toute personne prête à faire preuve d'un peu d'esprit critique.

Heureusement pour le président Biden et le gouvernement ukrainien, le procureur général britannique de la Cour, Karim Khan, a annoncé début mars 2022 qu'il avait ouvert une enquête sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité présumés commis en Ukraine. Compte tenu de l'importance des allégations de Bucha, on peut imaginer que Khan a dépêché une équipe de médecins légistes pour prendre le contrôle de la scène du crime et superviser les autopsies des victimes afin d'établir l'heure et le mécanisme du décès, et de déterminer si les victimes sont mortes là où elles auraient été trouvées ou si leurs corps ont été déplacés d'un autre endroit.

Khan serait également habilité à mener des entretiens avec la police nationale ukrainienne, qui a toujours entretenu des relations étroites avec les membres de l'extrême droite ukrainienne, notamment le tristement célèbre bataillon Azov. Il serait particulièrement intéressant d'enquêter sur les ordres donnés à la police concernant le traitement des civils ukrainiens réputés avoir collaboré avec l'armée russe pendant son occupation de Bucha.

Les résultats d'une telle enquête seraient plus que probablement en contradiction avec le discours du gouvernement ukrainien, relayé en Occident par des médias et des politiciens complaisants. C'est la principale raison pour laquelle Khan n'est pas actuellement sur le terrain à Bucha. On peut supposer que si et quand Khan aura finalement accès aux preuves concernant les meurtres de Bucha, celles-ci auront été manipulées par la police nationale ukrainienne à un point tel qu'il sera pratiquement impossible de réfuter les allégations.

La vérité sur ce qui s'est passé à Bucha est là, attendant d'être découverte. Malheureusement, cette vérité ne semble pas convenir à ceux qui sont en mesure de la poursuivre agressivement par le biais d'une enquête médico-légale sur place. S'il s'avère finalement que la police nationale ukrainienne a assassiné des civils ukrainiens pour avoir prétendument collaboré avec les Russes pendant leur brève occupation de Bucha, et que les forces du droit international sont mises en œuvre contre les véritables auteurs de ce crime, toute véritable poursuite de la justice devra inclure les gouvernements américain et britannique en tant que co-conspirateurs délibérés du crime reproché.

Scott Ritter

Source: <https://www.rt.com/russia/553293-bucha-war-crimes-truth/>

(Traduction Arrêt sur info)

https://twitter.com/blf_tv/status/1511606715032162306?s=11

Commentaire d'une syrienne sur la manipulation par les médias :

Faux Charniers attribués au régime de Damas et images empruntées d'attaques chimiques, soit fabriquées, soit réalisées vraiment par les « modérés » et attribués au régime, associations False Flag « casques blancs » et Observatoire syrien de droit de l'homme basé à Londres et payés par les services secrets de sa majesté, parmi d'autres ! Puis tribunal de Lahaye connu pour son intégrité qui a jugé coupables 2 généraux libanais emprisonnés pendant deux ans pour être libérés plus tard : innocents !!!